

# RAPPORT D'ACTIVITE 2012

## 1/ Contexte

Nous passerons rapidement sur le contexte général de nos activités en 2012. Tout le monde sait que cette année mérite d'être rapidement oubliée au plan macro-économique, et l'heure n'est pas aux bilans auto-flagellateurs pour l'activité ou l'emploi, qui ne confortent pas l'avenir.

Que dire alors de réellement signifiant ? Paradoxalement, l'appareil productif de notre département résiste : à l'exception notoire des secteurs du bâtiment et de l'automobile, et plus généralement de tous ceux reliés à la consommation des ménages, qui souffrent chez nous comme ailleurs, nous ne déplorons pas de faillite retentissante. Quelques plans sociaux certes, mais aussi la résistance de nos « locomotives » qui ont continué à embaucher et à se développer. Rappelons des situations plutôt favorables, comme celles de Knauf, d'ADB, d'Alstom, de Daher-Socata, de Toupnot, de Ségneré, de Végéplast, de Latélec, d'Adhetec... nous ne les citons pas toutes, loin de là. Mais les nouvelles favorables n'ont pas manqué, surtout si on y rajoute une bonne saison d'hiver pour le secteur du tourisme, complétée par un été simplement convenable (la lente érosion lourdaise continue), alors que la situation agricole reste marquée par le contraste entre des producteurs végétaux florissants, et des éleveurs (tous secteurs) en situation bien plus délicate. Le tout donne un bilan social moyen en termes d'emplois, très loin de celui des régions industrielles sinistrées de notre pays.

Comment expliquer ce calme relatif ? Par notre diversité pour commencer, puisque nos entreprises ressortent de la quasi-totalité de la nomenclature hors industrie automobile, ce qui est plutôt une bonne idée par les temps qui courent. Puis par notre relative spécialisation aéro, qui nous vaut quelques bénéfices directs de l'excellente santé du secteur. Enfin et surtout, par notre profil très « résidentiel » et faiblement moteur, qui nous garantit une assez grande stabilité des revenus, et donc des dépenses, respectivement distribués et consommés sur notre territoire.

Un bémol ? Oui, et de taille : malgré quelques jolies réussites (Végéplast, Nimitech...), nous ne renouvelons pas assez le tissu par des projets à potentiel. Nous n'avons pas passé de Boostec, d'ISP et autres Isia (toutes nées à la fin du siècle dernier) pour garantir un renouvellement suffisant de notre tissu productif.

## **2/ Le Pôle Entreprises, Financements, Associations en 2012**

2012 a été pour ces activités une année « habituellement » dense :

- pour l'accueil des porteurs de projets de création d'activité (parfois seule alternative à la perte d'emploi),
- pour la mise en œuvre conjointe, et parfois l'addition, des moyens financiers afin de soutenir les projets de développement des PME (Initiative Bigorre, Midi Pyrénées Croissance, Oseo, Contrats d'appui Régionaux, Fonds Stratégique d'Investissement Région...),
- pour les actions en direction de certaines entreprises en difficulté, pour lesquelles le nécessaire respect de la confidentialité interdit de s'étendre. Plusieurs ont néanmoins été conduites, en tant que tiers de confiance de la médiation du crédit, financeur ou simple conseil ; l'expertise du CDDE/ Initiative Bigorre est aujourd'hui reconnue dans ce métier difficile,
- dans l'implication auprès des comités techniques des conventions de revitalisation,
- dans l'accompagnement au développement ou à la consolidation de l'activité des associations.

### **21/ les actions déployées en faveur des entreprises**

#### A/ Initiative Bigorre

- le 1<sup>er</sup> accueil a concerné 367 porteurs de projets. Il s'appuie depuis de nombreuses années sur le réseau des partenaires de la création d'entreprises (CCI, CdM, banques, experts-comptables...). La présence de proximité du CDDE avec les porteurs de projets, dans les territoires, (MCEF et pépinières d'entreprises), ne génère pas d'activité significative malgré son apport en visibilité.
- les prêts d'honneurs Initiative Bigorre, et l'accompagnement qui va avec, sont en augmentation par rapport à 2012 : 72 projets (+ 8 %), pour un montant de 871 000 € (+ 6 %), soit un prêt moyen de 12 097 € par dossier.

L'intervention d'Initiative Bigorre sur les projets a permis de mobiliser 6 630 465 € de prêts bancaires, soit un effet levier de 7, stable par rapport à 2011. L'instruction des dossiers est le moment favorable pour mettre en œuvre les solutions de financements les meilleures possibles, notamment en renforçant des fonds propres avec les partenaires locaux et régionaux.

Les interventions de la Plateforme ont bénéficié d'abord à la reprise d'entreprise, qui représente 40 % des dossiers, puis à la création avec 33 % des dossiers. A noter cette année une part significative (15 %) de projets de développement de PME.

Les actions en direction des 8 entreprises en transition (euphémisme désormais retenu pour dire exprimer la difficulté), ont été menées en partenariat avec les Services de l'Etat, la Banque de France, les partenaires bancaires et Oseo . La mobilisation spécifique d'Initiative Bigorre représente 123 000 € (15 375 € par entreprise)

Un fonds spécifique de 51 000 € a été mis en place, cofinancé à parts égales, avec la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, pour accompagner l'adaptation des commerces de la Halle Brauhauban à leur rénovation au 1<sup>er</sup> semestre 2012.

Enfin, nous noterons pour conclure ce paragraphe important de notre activité, que l'accompagnement post création par le réseau de bénévoles de la Plateforme a profité à 50 % de nos bénéficiaires cette année (objectif prioritaire d'Initiative France), et que deux partenaires ont renouvelé cette année leur contribution au fonds de prêts : la Caisse des Dépôts et Consignations et la Caisse d'Epargne Midi Pyrénées.

#### B/NACRE, Nouvel Accompagnement pour la Création Reprise d'Entreprise (Cofinancement Etat/CDC)

Renouvelé en 2012, le conventionnement pour les trois métiers du dispositif (montage, plan de financement et suivi post création) a atteint les objectifs avec l'accompagnement de 28 dossiers, pour un montant de prêt d'honneur de 165 500 € dont 8 couplés avec Initiative Bigorre permettant ainsi de conforter le plan de financement du projet.

La part des projets de reprises dans les dossiers accompagnés représente 46,5 % (en augmentation par rapport à 2011, 33 %)

Le bénéficiaire est suivi au travers d'un parcours qui se poursuit après la création pendant 3 ans. Ce volet a concerné 35 d'entre eux (puisque'il concerne encore des bénéficiaires 2010 et 2011).

A noter que le NACRE est un système administrativement complexe, pour la vie duquel nous dépensons une énergie considérable (reporting, comités de coordination, animation du large partenariat local...), à propos de l'efficacité duquel la Cour des Comptes s'interroge dans un récent rapport. Peut-être serait-il plus simple de confier des fonds destinés aux chômeurs créateurs aux plateformes d'initiative comme cela était le cas du temps du dispositif EDEN précédent...

#### C/ Midi- Pyrénées Croissance

Cette année, ce partenariat solide, mais gratuit, avec l'outil régional se traduit par le suivi de 4 PME, par une intervention pour un montant de 150 000 €, et un réinvestissement de 50 000 € pour un affilié dans le cadre d'une croissance externe.

3 autres prospects sont actuellement en phase d'étude, pour une intervention cette année.

Bien sur, nous avons continué à suivre nos 2 affiliés en portefeuille.

## D/ le Bureau de Développement Economique (BDE) Adour

Ce fonds a commencé à être engagé en 2010 sur les Hautes Pyrénées. L'an dernier, il a soutenu une entreprise pour 75 000 € de prêt participatif, adossés à des financements bancaires traditionnels, et un Contrat d'Appui Régional.

Nous avons continué à suivre les bénéficiaires « en cours ».

A noter que le mode d'organisation « sans moyens propres » de ce fond important (plus de 15M€) oblige ses membres à l'analyse croisée de leurs dossiers respectifs, ce qui représente pour nous un travail significatif.

## E/ les Contrats d'Appui de la Région Midi -Pyrénées

Le CDDE aide les entreprises du département pour la mise en œuvre des Contrats d'Appui Régionaux, en soutien à leurs projets d'investissements matériels et immobiliers (ce dernier volet est traité en collaboration avec le Conseil Général). 9 entreprises ont été concernées en 2012 pour 1 831 200 € mobilisés sur le territoire.

Cette prestation de proximité utile au territoire, aux entreprises et aux services de la Région (même si cela n'est dit qu'à mots couverts) est financée sur notre budget général. Cette précision trouve tout son sens dans la préparation de la déclinaison locale du futur Acte III de la décentralisation.

## **22/ La plateforme RSA (PF RSA) à l'intention des Travailleurs Indépendants bénéficiaires du RSA**

Rappelons en propos liminaire que ce dispositif qui a été initié il y a maintenant 7 ans est une originalité de notre département. Nombreux sont les collègues qui se sont inspirés de notre exemple, par exemple le Tarn, l'Ariège, la Haute-Saône est sur la piste...

Son activité 2012 est stable par rapport à 2011, qui marquait un pic dans sa croissance : 548 personnes ont été reçues : 155 demandes d'entrée, 91 porteurs de projets en parcours avant création, 124 travailleurs indépendants au début de leur activité pour évaluation de leurs ressources, et 182 bénéficiaires installés « en stock » (dont 130 vus lors de l'audit).

2012 a permis à la PF RSA d'optimiser, de systématiser ses procédures de contrôle, et d'évaluation de ses performances, avec plusieurs résultats :

*221 L'étude d'impact sur le destin actuel des bénéficiaires vus en 2010.*

Menée auprès de 223 bénéficiaires vus en 2010 (hors audit), elle amène 3 enseignements:

- créer son activité procure un avantage pour sortir du dispositif de manière durable
- même si l'activité n'est pas immédiatement rentable, puisque dépendante des revenus sociaux, maintenir l'activité indépendante augmente les chances de sortie future,

- le taux de sortie du dispositif à 2 ans des bénéficiaires vus par la PF RSA en 2010 avoisine les 40%.

#### 222 La certification Iso 9001 des procédures de la PF RSA

Aujourd'hui acquise, elle permet d'assurer aux bénéficiaires et aux collègues de la DSD une meilleure qualité de délais de traitement, de validation et de suivi des situations individuelles. Une enquête de satisfaction réalisée auprès des personnels concernés a permis de mesurer leur degré de satisfaction, et de tenir compte des remarques éventuelles.

#### 223 La participation active aux travaux du Pacte Territorial d'Insertion (PTI)

Elle a fait ressortir :

- un besoin d'information des usagers, notamment pour leurs accès aux droits, et plus généralement pour qu'ils identifient mieux le rôle des différentes institutions (CG65, CAF, CLI, CDDE...)
- l'organisation nécessaire de la convergence avec des procédures d'évaluation et de contrôle de la PF RSA avec celles mises en œuvre par la Chambre d'Agriculture pour les Travailleurs Indépendants Agricoles,

#### 224 La concertation entre la SAGV et le CDDE sur la prise en charge du public SAGV

Elle a permis de clarifier les rôles respectifs de chacun des deux organismes auprès des usagers.

#### 225 Les prêts BISE

21 dossiers ont été financés en 2012 pour un montant de 41 500 €. Après 3 années d'expérience il est intéressant de faire un premier bilan ci après :

	Nbre de bénéficiaires	montant engagé (€)	taux de remboursement	sortie du RSA socle au 31/12/2012	cessation activité
<b>2010</b>	23	45 500	93%	8	6
<b>2011</b>	28	56 075	94%	10	8
<b>2012</b>	21	40 500	90%	6	0
<b>TOTAL</b>	<b>72</b>	<b>142 075</b>	<b>92%</b>	<b>24</b>	<b>14</b>

Un tiers des bénéficiaires sont sortis définitivement du dispositif. Ces résultats peuvent donc être considérés comme satisfaisants.

### 23/ Le Dispositif Local d'Accompagnement

La huitième année du DLA dans les Hautes Pyrénées ne fait pas ressortir d'originalité particulière. Les associations demandeuses (pour consolider leurs activités, leurs emplois, et professionnaliser leur gouvernance, leur gestion et leurs équipes) sont souvent confrontées à des problèmes de solvabilité, dans le contexte de la raréfaction de l'argent public. Le chantier de l'analyse et de la réflexion sur le fonctionnement du DLA a été mené à l'échelle nationale (suite au rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales), puis régionale (rapport de l'Atelier Coopératif). L'ambition, après 10 ans de fonctionnement du dispositif est la préparation du projet stratégique 2014/2016.

## 23/ Le Dispositif Local d'Accompagnement

La huitième année du DLA dans les Hautes Pyrénées ne fait pas ressortir d'originalité particulière. Les associations demandeuses (pour consolider leurs activités, leurs emplois, et professionnaliser leur gouvernance, leur gestion et leurs équipes) sont souvent confrontées à des problèmes de solvabilité, dans le contexte de la raréfaction de l'argent public. Le chantier de l'analyse et de la réflexion sur le fonctionnement du DLA a été mené à l'échelle nationale (suite au rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales), puis régionale (rapport de l'Atelier Coopératif). L'ambition, après 10 ans de fonctionnement du dispositif est la préparation du projet stratégique 2014/2016.

Parmi les accompagnements marquants de l'année, nous citerons : le développement du partenariat privé pour 8 associations (déjà 9 150 € de mécénat obtenu), la construction d'un projet de mutualisation entre les 4 structures de l'Insertion par l'Activité Economique du département (Défi Emploi, Entraides Services, Bigorre Intérim Insertion, Top Services) qui aboutit à séparer les activités Service à la Personne et Association Intermédiaire ; le nouveau modèle organisationnel, juridique, économique retenu est viable, il maintient des activités et de la couverture territoriale. Citons encore l'intervention auprès de l'Ermitage (activité d'hébergement d'urgence et d'insertion des personnes sans domicile fixe) qui a permis d'aboutir au recrutement d'une directrice, à l'application de la convention collective, et au transfert d'outils de gestion du personnel et de management, sans oublier la consolidation de la gestion de plusieurs structures.

Enfin, plusieurs interventions ont relevé de la consolidation des partenariats publics et privés de certaines associations dans une logique de territoire, par la valorisation de la qualité du projet, et/ou la révision du modèle économique, parfois dans un contexte de forte baisse de fréquentation.

Les bénéficiaires d'ingénieries : les plus gros employeurs ont bien été les plus accompagnés en 2012, famille, enfance, jeunesse, insertion, emploi, sports, services aux personnes :

Secteur d'activité	Effectif Total	dont CDI	dont CDD	Total en ETP
Agriculture	0	0	0	0
Développement local	3	3	0	2
Médiation	4	1	3	4
Sécurité	4	4	0	3
Autre	5	5	0	1
Environnement	7	6	1	6
Culture	10	8	2	9
Solidarité humanitaire	10	8	2	9
Sport	28	7	21	6
Logement, cadre de vie	43	43	0	36
Services aux personnes	165	162	3	45
Famille, enfance, jeunesse	209	46	163	86
Insertion, emploi	797	71	726	212
<b>Total général</b>	<b>1285</b>	<b>364</b>	<b>921</b>	<b>418</b>

### 232 L'animation des partenaires

L'implication des partenaires associatifs dans le DLA renforce son ancrage sur le territoire, elle prend différentes formes : orienter, impulser, articuler ou appuyer des accompagnements. Pour que le dispositif soit mieux connu, nous l'avons donc présenté aux

différentes institutions, administrations et institutions territoriales (pays...), ainsi qu'aux Centres de Ressources et d'Informations des Bénévoles.

Sur les secteurs « petite enfance, enfance, jeunesse et sports », les administrations locales et nationales (DDCSPP, CG65), comme la CAF, dont nous saluons l'engagement à nos côtés à long terme, sont régulièrement impliqués dans la construction des interventions et lors des accompagnements, via le Comité d'Appui du dispositif.

### **3/ Le Pôle Collectivités, Marketing Territorial et Innovation en 2012**

#### **31/ Collectivités**

##### *311 Les projets de création ou d'extension de zones d'activités industrielles ou artisanales*

portés par la Communauté de Communes du Pays de Trie (14ha), ou la Communauté de Communes de la Vallée d'Aure (8000 m<sup>2</sup>). Sur ces dossiers, après avoir participé à l'élaboration des cahiers des charges des études, le CDDE a été associé aux différents comités de pilotage et de suivi lors des phases de restitution. Avec la Commune de Lannemezan, ou la Communauté de Communes du Plateau de Lannemezan, la réflexion se poursuit sur le site ex CM10, alimentée par l'accueil de porteurs de projets potentiels.

##### *312 Les projets d'hôtels d'entreprises*

- assistant le maître d'ouvrage, la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Savin, dans le cadre du PER « écologie territoriale », le CDDE a participé aux visites de site, à l'élaboration du cahier des charges de l'étude relative au bâtiment à reconverter en hôtel d'entreprises, ainsi qu'aux rencontres avec les entreprises déjà implantées sur les zones de Pierrefitte-Nestalas et de Soulom,
- idem Communauté de Communes du Canton de Tournay dans son projet de nouvel hôtel d'entreprises sur sa zone économique,
- et enfin l'assistance à la commune de Ferrières, qui a transformé un ancien gîte en bâtiment d'accueil d'entreprises du secteur tertiaire TIC, et l'assistance pour le premier contrat de location.

##### *313 Le suivi de différents dossiers économiques, dans le cadre de conventions signées ou en gestation*

- pour le Syndicat mixte Pyrénia : le suivi du traité de concession de la ZAC, et de la phase d'étude commerciale préalable (Sémaphores pour Cogemip/CACG), l'enquête hiver 2012 sur la clientèle des vols low cost et de la ligne Paris sous OSP, le salon promotionnel ciblé MRO (maintenance, réparation, révision) à Amsterdam sur le stand régional, pour la promotion du pôle aéroportuaire
- pour la Communauté de Communes de Canton d'Ossun : le suivi des projets d'infrastructures (pôle du Gabas, bâtiment ex Nestadour...), l'accueil conjoint de porteurs de projet (Cérafast, Latélec, Abelliom, Végéplast...), des échanges réguliers sur des questions juridiques ou fiscales et des projets de conventions...
- pour la Communauté de Communes Vic-Montaner, AMO sur le quasi lease-back d'un bâtiment industriel qui a permis de sauver une entreprise locale



### *314 le service plus « généraliste », à la demande*

- pour la Communauté de Communes de la Vallée de la Barousse, pour laquelle l'équipe « collectivités » a accompagné, avec les « études et recherches », le projet de Maison de Santé Pluridisciplinaire
- pour les différents dossiers d'immobilier industriel (en lien la mission économique du Conseil Général 65, l'équipe du pôle « financements, entreprises et associations » et la Direction de l'Action Economique du Conseil Régional) des entreprises suivantes : conserverie Sajous à Beaucens, Lexifrance à Tournay, et finalisation des dossiers CFDB à Bagnères ou STTB à Juillan...
- sans oublier les différents dossiers « biomasse », à Maubourguet, ou avec les communes forestières.

Au total, l'équipe du CDDE s'est mobilisé sur largement plus de 100 réunions auprès des collectivités, en appui de leurs projets. Si leur intérêt réellement économique n'est pas toujours évident, la diplomatie territoriale y trouve son compte, par la présence et la disponibilité d'une équipe présente sur tous les terrains.

## **32/ Le soutien à l'innovation**

Le CDDE a plusieurs missions dans ce domaine :

### *321 l'aide au montage et l'instruction des dossiers éligibles au Fonds Innovation Recherche du Conseil Général*

Dès 2010, le nombre de projets a diminué, le FIR a poursuivi le financement de 10 thèses. Cette tendance s'est confirmée en 2011, le FIR a financé 8 thèses, dont 3 nouvelles, pour un montant global de 133 K€. Cette tendance s'explique peut-être par un effet de cycle des recherches au sein de la plateforme PRIMES, qui a déménagé dans ses nouveaux locaux à l'automne 2011 entraînant ainsi une diminution que nous espérons transitoire de ses activités de recherche. Aujourd'hui, le laboratoire PRIMES est de nouveau dans une phase de lancement de thèses, avec des contacts avancés de différents industriels adhérents de cette plateforme. En 2012, le FIR a poursuivi le financement de 4 thèses, et le Comité d'Agrément a validé la subvention d'un nouveau projet. 2012 aura donc été une année de transition, quand 2013 devrait voir l'instruction de nouvelles thèses.

### *322 l'expérimentation maintenue du dispositif Bigorre Innovation*

En 2012, un nouveau projet a été validé en comité pour un prêt de 15 k€, permettant ainsi la levée de nouveaux fonds et le bouclage du plan de financement. L'entreprise aidée par ce dispositif a dépassé ses objectifs et commence en 2013 un nouveau tour de table des financeurs ; le dispositif géré au CDDE est de nouveau sollicité après avoir rempli avec succès sa fonction. L'entreprise, accompagnée dans ses démarches de recherche de financements a également bénéficié de nombreuses mises en relation avec les partenaires financeurs de l'innovation tels qu'Oséo et Midi-Pyrénées Innovation.

Ce dispositif a vocation à être dépassé par le nouveau Fond Régional Innovation d'Initiative Midi Pyrénées (dotation région et Caisse des Dépôts pour presque 3 M€), dont les conventions de fondation sont à l'étude début 2013.

### *323 le suivi des projets au sein des pôles de compétitivité*

Le CDDE participe aux 3 pôles de compétitivité en Région, souvent pour le compte du Conseil Général : Aerospace Valley, Agrimip Sud-Ouest Innovation et Cancer-Bio-Santé. En tant que relais départemental du pôle Agrimip, le CDDE, en partenariat avec le Conseil Général, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes et des Hautes-Pyrénées, la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne et la Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées, a organisé une journée « rencontres de l'innovation » à l'automne 2012, regroupant ainsi une quarantaine de personnes pour participer aux présentations et aux réflexions sur les thématiques de « traitement – valorisation des déchets et produits secondaires » et « méthanisation ».

Les activités du pôle Céramique de Limoges sont plus lointaines. Nous sommes néanmoins régulièrement impliqués dans celles de la grappe PIC, Pyrénées Innovation Céramiques.

### *324 transferts et technologie*

Le CDDE est également largement investi dans la sensibilisation au transfert de technologies et à la création d'entreprises auprès des chercheurs et étudiants des Hautes-Pyrénées. Les liens durables tissés avec les acteurs de l'innovation (chercheurs, Enit, cellules régionales, Technacol...) facilitent les mises en relation avec les entreprises du département.

### *325 MPI*

Le CDDE est devenu 'Correspondant Technologique' de Midi-Pyrénées Innovation pour le Réseau de Développement Technologique depuis juillet 2011. L'intégration dans ce réseau accroît les capacités de diffusion de 'recherche de compétences' du CDDE pour le compte des entreprises départementales, permet la participation étroite à différentes actions de promotion de l'innovation dans nos territoires, et favorise l'accès à différentes formations.

### *326 CEEI*

Faute de temps, de moyens, et de partenariat solide, nous peinons à donner suite à ce projet alors que l'étude réalisée en 2011 a clairement fait ressortir que nous sommes au cœur du joli désert en la matière qui s'étend de Toulouse à la côte basque.

## **33/ Recherche et accueil d'investisseurs, marketing territorial**

Dans le cadre de la charte de partenariat avec Midi-Pyrénées Expansion (MPE), les tendances identifiées depuis 2008 se confirment en 2012 : le nombre de prospects

s'amenuise encore, avec en plus la concentration des demandes sur l'agglomération toulousaine.

En 2012, 30 fiches projets (contre 67 l'année précédente) ont été transmises par MPE aux partenaires départementaux. La majorité de ces prospects imposent des critères d'implantation qui ne nous permettent pas de candidater utilement. Dans ce contexte, le CDDE a élaboré et transmis 6 propositions d'accueil ciblées (anglais ou français).

Les projets initiés en 2011 ont été poursuivis en 2012 ; certains projets structurants se poursuivent en 2013 (filrière mécatronique, électronique de puissance).

À l'automne 2012, du 9 au 11 octobre, le CDDE a été présent sur le stand régional aux côtés de MPE et du Syndicat Mixte Pyrénia, au salon aéronautique MRO d'Amsterdam (Entretien & Réparation, le plus important en matière de maintenance). La délégation Midi-Pyrénées était représentée par une quinzaine d'entreprises, dont TARMAC AEROSAVE, et des acteurs territoriaux (MPE, CDDE, Pyrénia, CCIR). Il s'agissait de la cinquième mission collective organisée par MPE. La participation du CDDE permet de mieux connaître les entreprises régionales et leurs dirigeants, et de rencontrer de nouvelles entreprises susceptibles de s'implanter sur nos territoires. Elle permet de valoriser à l'international nos capacités d'accueil, nos compétences techniques, ainsi que les synergies possibles avec nos industriels. Elle ancre le département comme pôle ciblé d'accueil pour les acteurs de la filière aéronautique, tant auprès des industriels qu'auprès des institutions régionales qui peuvent être focalisées sur des dossiers plus médiatiques que les nôtres (Francazal...).

2012 a été aussi également l'année du rapprochement avec l'agence de développement économique de l'Ariège (Ariège Expansion) afin de mettre en place de nouvelles actions pour promouvoir nos territoires auprès des porteurs de projets, scientifiques, et acteurs de l'innovation de la métropole régionale. Ces démarches initiées en 2012 se concrétisent en 2013 par des actions de recherche conjointe de petits projets à potentiel, et le partage de la CRM Ariège initiative à l'étude.

### **34/ Communication**

Les principales opérations qui ont occupé cette cellule sous en 2012 sont les suivantes :

- la gestion du site Internet du CDDE, avec l'actualisation, la mise à jour des informations, la tenue de la rubrique actualités... 6 746 visites en 2012, avec nos missions, les infos pratiques et nos publications (alimentées par le pôle Etudes et Recherche). Parmi ces consultations, 75 % sont de nouveaux visiteurs. L'activation des contacts de porteurs de projets est une nouveauté, avec 24 fiches accueil entrées par le site en 2012.
- la participation au Magazine du Conseil Général par l'animation, tous les 2 mois, de la rubrique «En vedette », consacrée aux portraits et parcours de chefs d'entreprises des Hautes-Pyrénées. Le CDDE propose des sujets, réalise les interviews et assure la rédaction des articles pour le Conseil Général.

- la préparation de DeciElec 2013 : le CDDE porte l'ensemble de l'opération aux plans financiers et opérationnels, mais également en support marketing. Il élabore le dossier, réalise les demandes de financements auprès des partenaires, anime les réunions de travail du groupe de pilotage et assure le lien avec ABE (Advanced Business Events), maître d'œuvre en charge de la commercialisation de la convention d'affaires et du colloque scientifique. 2013 sera l'année de la concrétisation de l'événement, avec une forte mobilisation de la communication CDDE (press kit, relations presse, préparation du stand institutionnels...).
- l'action de support aux « Rencontres Pyrénéennes des Territoires et des Savoirs », organisée conjointement par l'Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Pyrénéen, et l'Association Départementale de l'Economie Montagnarde et à Pierrefitte-Nestalas pour l'édition 2012. Le CDDE y participe au travers de certaines actions de communications de la manifestation (maquettes de la plaquette de présentation, et des actes des Rencontres). Une opération de même nature est engagée en 2013, pour aider à la promotion de la couveuse horticole de Maubourguet, avec les Villages accueillants et Crescendo.

## **4/ Le Pôle Etudes et Recherches en 2012**

### **41/ Contexte**

Quand la reprise de l'activité économique se fait attendre, l'objectif fondamental du Pôle Etudes et Recherches est d'être avant tout un véritable outil d'aide à la décision, et à l'évaluation des politiques locales, à la disposition des décideurs de notre département. De ce fait, en matière de développement économique et d'aménagement, il reste une pièce importante intégrée dans le processus d'intelligence territoriale. A ce titre, et par exemple, il est pleinement associé début 2013 à l'élaboration du projet de territoire, comme au déploiement du réseau HD départemental.

En 2012, avec une équipe très réduite pour cause de naissances, le Pôle a assuré les missions suivantes :

- collecter et traiter l'information statistique,
- structurer le dispositif de collecte et de traitement de l'information,
- informer les décideurs mais aussi tous les acteurs de la vie locale,
- assurer régulièrement la publication de documents d'information, le plus souvent en mode virtuel,
- accompagner les collectivités pour les aider à mener à bien leurs projets.

De manière inédite, enfin, pour l'Assemblée Générale 2012 du CDDE, exceptionnelle à plus d'un titre, le Pôle Etudes et Recherches a traité, mis en forme et analysé les données issues de la base des entreprises aidées par Bigorre Initiative pour rédiger une partie du bilan des 25 ans de Bigorre Initiative qui a servi de base au livre-mémoire de cet événement.

### **42/ Informer les acteurs du territoire**

Le Pôle, centre de ressources, gère de nombreuses bases de données le plus souvent à l'échelle communale. Il assure leur mise à jour et leur organisation pour pouvoir répondre le plus rapidement possible aux demandes du public (115 demandes en 2012, enseignants, thésards, journalistes...), mais aussi aux demandes internes des autres services du CDDE.

Des questions spécifiques ont nécessité des réponses plus approfondies. Quelques exemples :

- une analyse de l'insertion par l'activité économique, sollicitation des services départementaux de la Direccte pour une étude détaillée dans les trois bassins d'emploi des Hautes-Pyrénées.
- à la demande du Pays des Nestes, une étude de l'évolution de l'emploi local de 2006 à 2010, afin de mettre en relief les principaux secteurs d'activités qui recrutent.
- pour le CIBC (Centre Inter-institutionnel de Bilan de Compétences) de Tarbes, pendant une journée, la présentation à son personnel, de la localisation des entreprises du département et de leurs spécificités.
- sur le site prestigieux du Pic du Midi, lors d'une journée de formation de l'Institut Français de l'Expertise Immobilière, la présentation des caractéristiques principales de l'économie de montagne aux différents stagiaires venant de toute la France.

#### **43/ Les publications récurrentes**

Elles ont été mises en ligne sur le site du CDDE :

- Le Point annuel sur l'économie 2011
- Le Point annuel sur le tourisme 2011
- Carnets de l'économie et du tourisme (Hôtellerie, fréquentation, Hôtellerie de plein air, créations d'entreprises et démographie)
- Notes de conjoncture touristique

#### **44/ L'accompagnement des collectivités pour leurs projets de développement**

Quelques exemples :

- en juin 2012, le Pays de Tarbes et de la Haute-Bigorre a confié au Pôle Etudes et Recherches la réalisation d'un diagnostic "Enfance et petite enfance" sur son territoire, en ligne avec l'un de ses axes prioritaires, « les services à la population ». L'objectif majeur de ce document était, à partir de l'analyse de l'offre de la demande en modes de garde, d'identifier des actions possibles, ou pas, en la matière (crèches, halte-garderie, CLSH, etc...).
- en juillet 2012, alors que la Communauté de Communes de la Vallée de la Barousse travaillait déjà avec les professionnels libéraux du secteur autour d'un pré-projet de construction d'une maison de santé pluridisciplinaire, elle a sollicité le Pôle Etudes et recherches du CDDE pour réaliser le diagnostic démographique de territoire indispensable, pour une prise en compte du dossier par les services de l'ARS. Ce document se divise en trois parties distinctes : une étude sociodémographique du territoire concerné, des éléments sur les principales pathologies, et un descriptif détaillé de l'offre de soins existante.
- dans le même cadre que l'enquête déjà effectuée à l'Aéroport Tarbes Ossun Lourdes, durant l'été 2011, le Syndicat Mixte de la Zone Aéroportuaire (Pyrénia) a demandé au CDDE, d'effectuer une enquête « hiver 2012 » auprès des passagers non-résidents qui quittent notre département par un vol low cost. Afin de compléter l'analyse, l'enquête a été également menée auprès :
  - ✓ des passagers résidents empruntant également un vol à bas coût
  - ✓ des passagers résidents ou non empruntant un vol régulier OSP vers Paris Orly.

Cette étude a pour principal objectif de percevoir, et valider avec la rigueur possible certaines évolutions supposées.

- en septembre 2012, la Communauté de Communes du Canton d'Ossun (CCCO) a décidé d'engager une démarche de diagnostic pour élaborer son projet de territoire. A sa demande, le Pôle Etudes et Recherches accompagne la chargée d'études recrutée par la Communauté pour :
  - ✓ l'élaboration et la rédaction du diagnostic territorial
  - ✓ la mise en place et l'exploitation des enquêtes auprès de la population
  - ✓ l'analyse des données recueillies

#### **45/ Les sollicitations au Pôle en tant qu'expert**

Au cours de l'année, le Pôle participe aux réunions techniques des Maisons Communes Emploi Formation du département (Tarbes, Lourdes et Bagnères-de-Bigorre), dont le CDDE est membre de la gouvernance. Il apporte son expérience et son « savoir faire » pour la réalisation et la conception des diagnostics annuels de territoire. Il assure régulièrement des présentations de territoire aux professionnels de l'emploi et de la formation.

Le pôle participe à la demande de la Direction Départementale des Territoires (DDT) aux travaux de l'Observatoire Départemental de l'Habitat et du Logement qui a vu le jour en 2012. Cette nouvelle structure permet à ses partenaires de disposer d'un socle commun d'information. Le Pôle participe à la fois aux réunions techniques et aux Comités de Pilotage de ce nouvel observatoire.

Enfin, les recherches, les extractions d'informations et les analyses de territoire conduites par l'équipe du pôle ont permis d'étayer, enrichir et illustrer, différents travaux : réactualisation des Schémas Territoriaux d'Infrastructures Economiques (STIE), argumentaire pour des investisseurs potentiels...

## **5/ Les Services « support » transversaux en 2012**

### **51/ la qualité**

Bureau Veritas Certification a confirmé notre certification ISO 9001 suite à l'audit annuel des 17 et 18 décembre 2012. L'auditeur a constaté l'introduction dans le périmètre de certification de la Plateforme RSA. Ses processus permettent d'atteindre les objectifs fixés par le Conseil Général.

Il a par ailleurs proposé que le savoir-faire du CDDE dans la conduite de la Plateforme RSA, en collaboration avec plusieurs partenaires, soit communiqué auprès d'autres conseils généraux. Enfin, il a remarqué l'implication de l'équipe du CDDE dans l'amélioration continue, grâce à la mise en place de plans d'actions pragmatiques pour assurer réactivité et professionnalisme à nos clients.

Nous avons réalisé une barométrie (en interne, cf infra) en novembre 2012 auprès d'un panel de 266 clients. 164 d'entre eux nous ont répondu, soit un taux de retour de 62%. La note de satisfaction globale que ces clients nous ont attribuée est en progression par rapport à la barométrie précédente, soit 8.84/10 contre 8.43/10.

Parmi les points forts relevés : le professionnalisme et les compétences de l'équipe, son implication et sa disponibilité en cours de mission, la qualité d'écoute et des contacts humains.

En point faible à améliorer, le suivi après réalisation de notre intervention. Ce qui nous renvoie à nos difficultés pour recruter des parrains...

### **52/ la formation du personnel**

224 heures/stagiaires de formation ont été dispensées auprès de 5 collaborateurs du CDDE en 2012. Le plan de formation a été établi suite aux entretiens annuels d'évaluation.

### **53/ l'application PIWICOM**

Afin de gérer de manière plus efficace ses contacts, faciliter la communication et la gestion d'événements, après avoir constaté des problèmes récurrents de mise à jour de ses données, le CDDE a choisi d'utiliser, depuis novembre 2012, un nouvel outil : la plateforme PIWICOM (déjà utilisée par de nombreuses plateformes d'initiatives locales et quelques CCI).

L'outil est accessible via une plateforme Web depuis l'ensemble des postes du CDDE. Il est hébergé par la société PW-EST avec un dispositif de sauvegarde journalière. Nous avons choisi de le louer (200 € par mois), car notre CRM va encore évoluer comme indiqué plus haut, avec la mise en commun de certains outils avec nos collègues ariégeois.

La gestion de l'ensemble des clients du CDDE est ainsi facilitée. Outre cette fonction, l'outil intègre un gestionnaire de newsletter, et un système de réponse en ligne. 5 membres de l'équipe ont été formés à son usage.



La barométrie client, réalisée en novembre 2012, pour évaluer les performances de notre système qualité a été faite grâce à cet outil, directement depuis le CDDE, de même que les enquêtes de fréquentation des sites touristiques en 2012 par exemple. Economie réalisée sur le coût de la barométrie : de l'ordre de 3 000€. La modernisation est toujours en marche.

#### **54/ le parrainage**

Le développement du parrainage est une des priorités d'Initiative France.

Pour enrichir notre réseau de parrains, des échanges croisés très intéressants se sont mis en place au plan local avec les bénévoles de l'ADIE et ceux d'IES notamment.

Ce gisement de nouveaux bénévoles nous permet d'aller au-delà des exigences du Comité d'Engagement, et de proposer aujourd'hui un accompagnement à l'ensemble des bénéficiaires qui le souhaitent.

## RAPPORT FINANCIER 2012

Nous arrêtons les comptes 2012 sur un résultat de 1 606,32 €. Nous vous proposons de l'affecter à notre compte de report à nouveau.

A la différence notoire de l'année dernière, les provisions constatées sur nos prêts en cours sont stabilisées : nous provisionnons 82 775 € pendant que nous reprenons 80 078 €. Sauf catastrophe conjoncturelle toujours possible, nous pensons être ainsi arrivés au terme du processus d'assainissement de notre portefeuille.

Nos pertes définitives de l'exercice se montent à 31 958 €. Ramenées à la valeur du fonds de prêt, elles représentent moins de 1 %.

Notre exploitation courante tire un grand bénéfice de notre gestion de trésorerie active (+ 56 183 €) même si elle reste prudente. Malheureusement ses résultats ne sont pas forcément reproductibles tous les ans... Nous espérons cependant raisonnablement atteindre les 20 000 € budgétés à ce titre pour 2013...

Nous passons une provision de 10 000 € en prévision du départ possible à la retraite d'une collaboratrice courant 2014. Ajoutée à la précédente, elle devrait suffire le temps venu.

A noter que nous avons supporté en 2012 deux événements non récurrents, l'organisation de l'AG des 25 ans de Bigorre Initiative pour 26 000 €, compensée par des contributions particulières de Rio Tinto-Péchiney, de la CDC et d'EDF, ainsi que le réajustement du traitement annuel des prestations achetées annuellement pour le DLA, qui dégrade le résultat de 27 k€.

La stagnation de nos ressources, liée au contexte budgétaire serré du CG65, notre financeur, reste quand même ce qu'elle est. Et nous n'attendons pas de miracle du développement des partenariats privés, même si 2012 a été de ce point de vue là, une bonne année aussi.

L'exercice pratique d'austérité auquel nous sommes confrontés ne pourrait être dépassé pour assurer d'éventuelles nouvelles missions qu'au travers d'une révision importante de notre organisation, de son mode de fonctionnement, et de ses objectifs : cette réflexion est au cœur de la négociation de la prochaine convention d'objectifs entre le CG65 et le CDDE.

**Bilan Actif**

	Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012			01/01/2011 au 31/12/2011
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	49 420.23	49 420.21	0.02	953.41
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations Corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels, ...				
Autres immobilisations corporelles	302 099.78	277 090.80	25 008.98	37 062.53
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations Financières</b>				
Participations	30 000.00		30 000.00	30 000.00
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 926 706.47	214 408.39	2 712 298.08	2 790 263.42
Autres immobilisations financières	148.14		148.14	148.14
<b>TOTAL (I)</b>	<b>3 308 374.62</b>	<b>540 919.40</b>	<b>2 767 455.22</b>	<b>2 858 427.50</b>
<b>Comptes de liaisons</b>				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres appros				
En cours de production (biens/services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>Créances</b>				
Créances usagers et comptes rattachés				
Autres	304 613.97		304 613.97	319 938.90
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	595 435.94		595 435.94	1 161 345.11
<b>Instruments de trésorerie</b>				
Disponibilités	1 505 905.17		1 505 905.17	713 977.23
Charges constatées d'avance	10 563.40		10 563.40	9 653.03
<b>TOTAL (III)</b>	<b>2 416 518.48</b>		<b>2 416 518.48</b>	<b>2 204 914.27</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (V)</b>				
<b>Ecarts de conversion actif (VI)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>5 724 893.10</b>	<b>540 919.40</b>	<b>5 183 973.70</b>	<b>5 063 341.77</b>

## Compte de Résultat

		Du 01/01/12 au 31/12/12	Du 01/01/11 au 31/12/11
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 573.46	427.22
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	250.00	0.07
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>		<b>14 823.46</b>	<b>427.29</b>
CHARGES EXCEPTIONNELS	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 336.04	12 630.26
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	389.33	
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>		<b>17 725.37</b>	<b>12 630.26</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)</b>		<b>-2 901.91</b>	<b>-12 202.97</b>
Participation des salariés aux résultats (V)			
Impôt sur les bénéfices (VI)			
<b>SOLDE INTERMÉDIAIRE <sup>(I + III + V + VII) -</sup> <sub>(II + IV + VI + VIII + IX + X)</sub></b>		<b>1 606.32</b>	<b>-121 791.08</b>
+ REPORT DE RESSOURCES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS			
ENGAGEMENTS	Sur apports		
	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels		
	Sur legs et donations		
- ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>1 609 720.56</b>	<b>1 578 298.66</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>1 608 114.24</b>	<b>1 700 089.74</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>		<b>1 606.32</b>	<b>-121 791.08</b>
<b>ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
PRODUITS	Bénévolat		38 400.00
	Prestations en nature		205 800.00
	Dons en nature		
<b>TOTAL PRODUITS</b>			<b>244 200.00</b>
CHARGES	Secours en nature		205 800.00
	Mise à disposition gratuite de biens et services		38 400.00
	Personnel bénévole		
<b>TOTAL CHARGES</b>			<b>244 200.00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 606.32</b>	<b>-121 791.08</b>

**Compte de Résultat**

		Du 01/01/12 au 31/12/12	Du 01/01/11 au 31/12/11	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	Ventes de marchandises			
	Production vendue (biens et services)	2 375.36	3 795.85	
	Production stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation	1 372 585.50	1 460 456.00	
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	32 360.04	20 187.73	
	Cotisations			
	Autres produits			
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>		<b>1 407 320.90</b>	<b>1 484 439.58</b>	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	Achat de marchandises			
	Variation des stocks de marchandises			
	Achats stockés d'approvisionnements			
	Variation des stocks d'approvisionnements			
	Autres charges externes	328 780.32	423 809.20	
	Impôts, taxes et versements assimilés	77 141.00	68 746.30	
	Rémunérations du personnel	698 926.56	630 039.61	
	Charges sociales	347 269.73	322 771.40	
	Dotations aux amortissements et dépréciations	Sur immobilisations : dotations aux amortissements	13 536.34	24 751.18
		Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
		Sur actifs circulants : dotations aux dépréciations		
	Dotations aux provisions	10 000.00	15 000.00	
	Subventions accordées par l'association			
Autres charges				
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>		<b>1 475 653.95</b>	<b>1 485 117.69</b>	
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)</b>		<b>-68 333.05</b>	<b>-678.11</b>	
Opération en commun, Bénéfice attribué ou Perte transférée (III)				
Opération en commun, Perte supportée ou Bénéfice transféré (IV)				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	Produits financiers de participations			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
	Autres intérêts et produits assimilés	51 314.18	16 431.62	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	80 078.69	61 195.60	
	Différences positives de change			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	56 183.33	15 804.57	
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)</b>		<b>187 576.20</b>	<b>93 431.79</b>	
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	82 775.95	156 068.98	
	Intérêts et charges assimilées	31 958.97	46 272.81	
	Différences négatives de change			
	Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>		<b>114 734.92</b>	<b>202 341.79</b>	
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V) - (VI)</b>		<b>72 841.28</b>	<b>-108 910.00</b>	

# RAPPORT D'ORIENTATION 2013

Comme les travaux préparatoires à l'élaboration du projet de territoire commencent à le montrer, nous allons être collectivement confrontés à plusieurs évolutions significatives. La préservation de notre qualité de « vivre ensemble » passe par la réussite de quelques actions déterminantes :

- l'un de ces challenges pour les années qui viennent est de réussir à persuader des jeunes gens ambitieux qu'ils vivront mieux qu'ailleurs en Bigorre leur réussite personnelle et professionnelle. Voilà donc une première orientation pour 2013, que nous entendons conduire avec nos voisins ariégeois, dans le cadre d'un partage intelligent de nos moyens respectifs.
- amener quelques uns de nos étudiants à créer des richesses inédites compléterait harmonieusement la réussite de l'action précédente : c'est pourquoi nous participerons aussi à la démarche « développement de l'entrepreneuriat » conduite sous l'égide du CUTP, sans perdre de vue notre projet mi SCOP, mi junior entreprise qui nous semble pouvoir permettre la mise en œuvre plus facile de certaines idées.
- il nous faut aussi être productifs : non pas réduire pour réduire, mais faire plus et mieux à moyens stabilisés : donc, avec les mêmes partenaires ariégeois, nous envisageons un back office sinon commun, du moins partagé. L'objectif serait d'arriver à une gestion par projets intégrale assez rapidement, dans une organisation hiérarchiquement aplatie. Mais il reste quelques problèmes pratiques de management à résoudre avant d'y arriver ! Donnons-nous quelques mois ...
- nous n'oublierons pas, enfin, de valoriser le mieux possible nos richesses : énergie, filière agro-agri et transformation, épargne locale, les thèmes ne manquent pas.

Pour nos deux pôles « métier », nous pensons donc aux orientations suivantes pour 2013 :

## 1/ Pôle Entreprises, Financements, Associations

### Entreprises

Pour 2013, les actions se dérouleront dans quatre directions prioritaires :

- le renforcement du fonds de prêts par l'intégration de nouveaux partenaires,
- la création d'un fonds mutualisé pour gérer les conventions de revitalisation sur le territoire, et un partenariat avec une ou plusieurs sociétés d'intérim pour constituer une offre « conversion »,
- le partenariat lancé avec Midi-Pyrénées Actives, pour élargir notre gamme de produits (garantie, financement ESS),
- l'amélioration de notre taux de pénétration et l'augmentation du nombre de nos interventions par la densification de nos relations avec les partenaires de la création : Pôle Emploi, CCI, CdM, etc...

## PF RSA

En accord avec les orientations du Pacte Territorial d'Insertion (PTI), l'accent sera mis sur la communication autour de la PF RSA et de ses interventions : une plaquette spécifique va être créée, elle sera accessible dans les différents points d'entrée du dispositif.

Pour apporter une information plus complète aux bénéficiaires du RSA qui souhaitent devenir travailleurs indépendants, un livret d'accueil leur sera désormais remis : il leur expliquera l'impact fiscal et social qu'aura ce nouveau statut sur leur situation dans le dispositif, sans omettre les droits connexes (CMU...). Une stagiaire va nous accompagner 4 mois pour ces deux tâches.

Enfin, le rapprochement avec Pôle Emploi en cours (cf supra) permettra est aussi de faire mieux connaître la PF RSA auprès du plus grand nombre d'éventuels bénéficiaires.

## DLA

Le travail 2013 (dernière année de convention triennale) doit permettre de proposer, dans le cadre de l'appel à projet 2014/2016, une action plus efficace. Les axes suivants sont identifiés :

- développer le partenariat privé (« serious games » avec des chefs d'entreprise du réseau CDDE par exemple), et mutualiser un emploi de technicien auprès des petites associations culturelles : Pays des Gaves, Pays des Nestes,
- passage d'une comptabilité de trésorerie à une comptabilité d'engagement et anticiper la situation financière et la gestion des moyens : sports, petite enfance, jeunesse,
- valorisation de l'utilité sociale : poursuivre l'intervention collective avec un appui individualisé aux structures, pour réellement mettre en œuvre les outils et la méthode.

## 2/ Pôle Collectivités, Marketing Territorial et Innovation

Il est toujours délicat de définir des orientations pour des activités plutôt « services induits par leur demande » qu' « initiatives propres ». C'est pourquoi le pôle restera en 2013 dans sa démarche de travail en réseaux (AFIL, MPE) et réponse systématique aux opportunités, à l'exception notable des petits projets innovants déjà évoqués.

Trois raisons plaident pour ce choix, qui peut sembler trop prudent : la mise en place, à sa juste place, de la nouvelle gouvernance du CDDE qui ne va pas manquer d'imprimer une volonté, et des directives ; la renégociation en cours et à l'échéance 2014 de la convention CDDE/CG65 ; et, bien sur, l'inscription de notre projet associatif dans le cadre du projet de territoire voulu par le Conseil Général.